CONDITIONS DU JOURNAL

L'ABONNEMENT EST PAYABLE D'AVANCE

Edition quotidienne (par an) $4.00
Edition hebdomadaire " 1.00

LES ANNONCES SONT INSÉRÉES AUX TAUX SUIVANTS :—

Par ligne 1ère insertion	0 10
" Chaque insertion subséquente	0 08
" Trois insertions par semaine	0 06
" Deux " " "	0 07
" Une " " "	0 08

Conditions spéciales pour annonces à longs termes.

Réclames : 10 centins par ligne chaque insertion.

MARDI 30 AVRIL 1889

La chambre des communes termine rapidement sa besogne.

Elle a adopté hier, en seconde et en troisième lecture, le bill sur les subventions aux *steamers*, et le bill sur les subventions aux chemins de fer.

Elle a également adopté, le projet de résolution précédé d'une adresse à la reine pour le règlement de la question des frontières d'Ontario.

On a remarqué avec plaisir, par cela même que le fait est rare, que M. Dupont député de Bagot, a prononcé hier un discours en français à la chambre des communes sur la question du chemin de fer de la baie des Chaleurs.

A la demande de Sir John Thompson, le bill sur les lettres de change, les billets et les chèques, a été maintenu à l'ordre du jour, mais renvoyé à la prochaine session.

Tout le monde s'accorde à reconnaître le merveilleux talent que l'hon. J. C. Abbott a déployé, dans le cours de cette session, comme *leader* du sénat.

M. Abbott devient un des chefs conservateurs les plus considérés et les plus en vue.

M. Dalton McCarthy n'a pas eu de chance avec les journaux, à l'occasion de son discours de Toronto.

Presque tous les reporters lui ont fait dire que le ministère de Sir John A. Macdonald avait trop longtemps duré, quoiqu'il n'ait rien avancé, ni même insinué de pareil.

L'*Empire* l'a gratifié, de son côté, d'une merveilleuse coquille. M. Dalton McCarthy avait dit que son vote en faveur du désaveu était le meilleur vote (*the best*) qu'il eût jamais émis en sa qualité de conservateur. Mais un typographe trop zélé a substitué au mot *best* le mot *last*, ce qui faisait dire à M. McCarthy, qu'il avait voté pour la dernière fois de sa vie avec le parti conservateur.

M. Dalton McCarthy n'en est pas là. Il ne songe point à abandonner son parti, il voudrait seulement en être le chef, et le conduire dans la voie du fanatisme le plus étroit. On prétend qu'il ne serait pas éloigné d'abandonner le parlement fédéral, pour remplacer M. Meredith comme *leader* des conservateurs au parlement local, ce qui assurerait l'appui du *Mail* à la [illegible] contre M. Mowat.

S'il en est ainsi, nos compatriotes canadiens-français sauront à quoi s'en tenir aux prochaines élections provinciales.

On s'attend à ce que le bill de M. Clarke Wallace, sur les *combines*, rencontre une vive opposition au sénat ; et il ne serait pas impossible, dit-on, qu'il y mourût.

L'hon. W. Sanford, sénateur, fait publier dans la nouvelle édition du *Parliamentary Companion*, qu'il descend en ligne directe de Thomas de Sanford, qui fut tué en relevant Guillaume le Conquérant, sur le champ de bataille de Hastings.

Ce M. Sanford est le même qui, dans le cours de la présente session, avait tenté de faire signer à ses collègues un *round-robin*, dans lequel on demandait, qu'afin de donner plus de dignité aux séances de la chambre haute, les sénateurs s'agencent désormais avec un costume officiel.

C'est le cas de dire, en appliquant le mot de Molières : "Vous êtes tailleur, M. Sanford." Il l'est en effet, et il possède même une importante maison à Hamilton.

On assure que le gouvernement de Québec opère du plus le courant [illegible] prochaine, le versement aux divers intéressés de l'indemnité de $400,000, relative aux biens des Jésuites.

L'*Electeur* avait annoncé, il y a peu de temps, qu'on attendrait ..... pour plus de prudence. Mais il paraît que depuis cette époque, le gouvernement s'est décidé à faire de l'argent, avec les dépôts de compagnies de chemins de fer ; et dès lors, cette prudence de commande est devenue inutile.

On prête au tzar Alexandre III, un mot remarquable qui, s'il est authentique, met en pleine lumière le principe de sa politique, c'est-à-dire de cette sage indépendance qui a rendu à l'Europe un peu d'équilibre en faisant contrepoids à une prépondérance redoutable. "Je ne comprends pas, aurait-il dit, que l'on dispute pour savoir si la Russie est une puissance asiatique ou européenne. Un regard sur la carte ne suffit-il pas à démontrer qu'elle est la sixième partie du monde ?

Voilà certes un fier langage, s'il émane véritablement, comme les journaux l'affirment, de la bouche du tzar. Canning, l'illustre homme d'Etat anglais, disait éloquemment en 1826, en parlant de la reconnaissance des républiques espagnoles du nouveau monde, qu'il venait d'opérer malgré les protestations de la Sainte-Alliance, dont l'Angleterre se sépara en cette occasion : "J'ai frappé du pied, et j'ai fait surgir de l'autre côté de l'Atlantique un nouveau monde pour redresser l'équilibre dans notre ancien monde!" Le mot d'Alexandre III a une certaine parenté avec celui-là.

Sait-on combien les Etats-Unis seulement vont nous envoyer de visiteurs, dit un journal. Plus de 90,000 places retenues à bord des paquebots à destination d'Europe pendant l'été prochain.

Les "combines" et l'économie politique

Le *New York Commercial Bulletin* a publié, la semaine dernière, un intéressant article contre le principe des *combines*. L'auteur de cet article ne se borne pas à de la simple polémique. Il énumère, avec soin, les différentes raisons invoquées par les fabricants, pour justifier leur tendance à s'associer par groupes de métiers ; et il énumère ensuite les diverses objections que l'économie politique classique croit avoir à opposer à ce nouveau courant commercial.

Nous avons déjà indiqué, à plusieurs reprises, les motifs sur lesquels s'appuient les défenseurs des *combines*. Ces motifs se réduisent, en réalité, à un seul, la nécessité pour les industriels qui le peuvent, de ne pas périr, de lutter contre les périls qui résultent du fait de la surproduction, c'est-à-dire, contre la multiplication des frais généraux, l'exagération factice du prix des matières premières, l'accumulation des *stocks* et les ventes à bas prix.

Le *New York Commercial Bulletin* veut bien reconnaître que les *combines* sont apparus comme "un expédient héroïque pour sauver certaines industries d'un péril imminent" ; et il émet l'idée que le succès du "Standard Oil Company" a été pour beaucoup dans la contagion qui s'est répandue, à la suite de ce premier exemple, à travers toute l'Amérique.

Mais, il est visible que l'auteur de l'article auquel nous nous référons est un économiste de la vieille école. Son principal grief contre les *combines*, est qu'ils choquent toutes les idées reçues, nous pourrions dire, qu'ils contredisent tous les dogmes. L'auteur l'avoue lui-même en toutes lettres. "Pour approuver la méthode nouvelle, il faudrait commencer par oublier tout ce que la science nous a appris sur les conditions de la production de la richesse, et sur les échanges." Dans le cas où le principe des *combines* serait vrai, il faudrait admettre que la moitié des principes de l'économie politique sont erronnés." Le *New York Commercial Bulletin* expose ensuite avec un véritable pessimisme, toute la suite des conséquences funestes qu'il y a lieu de redouter, selon lui, de ce renversement des règles économiques :

1o La réconstitution d'autant de castes, qu'il y a de branches d'industrie ;

2o Des monopoles, aboutissant à la supression de la concurence dans le prix des salaires ;

3o. La ruine des producteurs de matières premières, par les bas prix que le monopole leur imposerait.

4o Une routine intéressée se substituant, comme sous l'ancien régime, à l'esprit d'invention et de progrès ;

5o Des rivalités sans nombre entre les différents corps de métiers, et de perpétuelles accusations d'empiéter les uns sur les autres ;

6o Le consommateur à la merci de prix factices ;

7o L'entente entre les producteurs pour s'opposer à l'introduction de machines nouvelles.

8o Une révolution dans le régime des banques ; la tendance des monopoles à s'emparer de leur direction, et l'éventualité de désastres analogues à celui qui vient d'atteindre le comptoir d'escompte de Paris.)

9o La création d'une aristocratie d'argent d'une puissance formidable, et le renouvellement des luttes de castes comme dans l'ancienne Rome.

Il nous semble, à première vue, que le rédacteur du *New-York Commercial Bulletin* aperçoit les malheurs de bien loin et que sa thèse est empreinte d'une évidente exagération

Il rassure toutefois, comme s'il ne s'agissait de rien autre chose que du rétablissement pur et simple des corporations fermées et réglementées, telles qu'elles existaient en France et en Allemagnes, avant la révolution ; et il oublie que les *combines* ne suppriment pas la liberté de la concurrence. Sans doute, il pourra être difficile à une entreprise nouvelle, d'entamer la lutte contre une puissante association de capitaux ; mais cette difficulté existe déjà dans le monde économique moderne entre les grands et les petits ; beaucoup sont broyés ; cela n'empêche pas ceux qui devaient réussir de s'élever à côté de leurs rivaux et d'arriver au succès.

C'est une autre exagération non moins évidente, que d'appliquer au principe des *combines* (quoiqu'on doive d'ailleurs penser du principe), les critiques justifiées, que provoque l'action du syndicat franco-anglais des métaux. Le syndicat des métaux n'avait rien du *combine* ; ce n'était pas une association entre producteurs ; c'était la folle prétention de la part de quelques banquiers d'accaparer, au profit d'une seule raison sociale, tout le marché du cuivre. Ce n'était pas non plus une tentative de remédier à la surproduction, c'était une tentative de fausser les prix sans rien changer à la production ; et, en fait, c'est de la surproduction que le syndicat des métaux est mort ; il n'a pas eu assez d'argent pour continuer à accaparer tout le marché ; il a péri comme il devait périr.

Nous ne voyons pas non plus en quoi les *combines* menacent de modifier les relations du capital et du travail. Il est admis maintenant dans tous les pays qu'en matière de salaires, les coalitions sont licites, aussi bien entre patrons qu'entre ouvriers. La tendance de la dernière partie du siècle, n'est pas à l'écrasement du travail par le capital.

Nous savons, qu'on fait en ce moment de grands efforts pour gagner contre les *combines* l'opinion de la classe ouvrière ; mais les ouvriers ont à tort ou à raison, qu'ils sont intéressés à l'établissement et au maintien d'un régime restrictif ; ils ont plus à craindre que personne des excès de la production et de la concurrence ; et ils feront bien d'y regarder à deux fois, avant de se prononcer contre un principe qui après tout, est conforme à l'ensemble de leurs doctrines.

Mais laissons de côté les arguments de détails. Nous avons dit, qu'au fond, l'objection capitale qui s'élève contre les *combines*, est qu'ils sont contraires à l'ensemble des principes reçus jusqu'à présent. On soutient, que cette objection n'est légitimité il faudrait commencer par oublier l'économie politique, et que, si le principe des *combines* est vrai, c'est que la moitié des principes de la science serait erronnée.

Nous ne voulons pas affirmer à la légère que le principe des *combines* soit vrai. C'est une grosse question qui, s'impose, selon nous, à l'étude des hommes d'affaires, et qui ne doit pas être résolue hâtivement par un arrêt de condamnation sans phrases. Nous n'allons pas au-delà. Mais nous ne sommes pas non plus disposés à nous étonner outre mesure, à l'idée que la moitié des prétendus principes de la science pourrait bien être erronée. Il nous faudrait, dit-on, oublier notre économie politique. Nous ne savons pas s'il nous faudra l'oublier, mais nous craignons bien qu'une expérience plus approfondie ne nous oblige à la recommencer et à la réapprendre.

Sans mépris de cette science, il faut bien confesser qu'elle a été un peu vite en besogne qu'elle subit, depuis un quart de siècle une évolution dont l'ouvrage de Stuart Mill a marqué le point de départ ; et, quand on y réfléchit, à la lueur de beaucoup de déceptions accumulées, on est amené à reconnaître que, peut-être, les premiers principes, posés sous une forme absolue par les fondateurs de la science économique, étaient un peu bien simples et un peu bien tranchants, pour une science dont l'objet principal est de se rendre compte de l'infinie complexité des affaires humaines.

Nous n'en voulons prendre qu'un exemple qui nous ramènera directement à notre sujet. Ouvrez un livre quelconque d'économie politique classique, vous n'y trouverez ni le mot *surproduction* ni aucun terme équivalent. L'idée même que la surproduction pût exister, que les besoins de la consommation eussent une limite, et que l'excès de la concurrence pût devenir un mal, est à l'antipode de toutes les notions sur lesquelles se sont appuyés les premiers économistes.

Regardant autour d'eux, ils n'ont vu que les inconvénients d'une production insuffisante et la nécessité de la concurrence libre ; ils n'ont pas prévu un seul instant, que d'un monde économique nouveau, il pût sortir de nouveaux dangers, contraires à ceux dont le monde ancien avait souffert.

La surproduction existe cependant ; et puisque notre contradicteur est en veine d'hypothèses pessimistes, il nous sera bien permis de faire aussi la nôtre. Allons au-delà du mal présent qui est encore tolérable. La Chine et le Japon vont vite. Il existe déjà, en Amérique et en Australie, une question chinoise. Qu'adviendrait-il si l'empire Chinois, qui compte 300,000,000 d'habitants, vivant de rien, et qui vient de commencer à construire ses premiers chemins de fer, se mettait en tête, du jour au lendemain, de devenir un pays industriel et de se faire producteur à son tour ?

Quelle inondation sur le marché du monde entier ! Quel avilissement des prix ! Quelle révolution sociale auprès de laquelle, la question de l'esclavage, n'a été qu'un jeu d'enfants ! Quelle ruine et quelle misère pour les vieux pays qui ne peuvent pas produire au même prix, et où les travailleurs ont d'autres besoins à satisfaire ! Le péril n'offre rien d'invraisemblable cependant. Il est peut-être imminent. Il peut se réaliser en moins de dix ans.

Quel remède vous offrirait en pareil cas la vieille économie politique ? Elle se croiserait les bras comme jadis M. Macleod. Elle nous dirait, que le principe de *la libre concurrence* a réponse à tout ; que les chinois, en devenant un peuple industriel, acquièreront des besoins nouveaux, que le prix des salaires y augmentera graduellement, que la consommation y sera centuplée, et que l'équilibre d'abord troublée finira par se rétablir dans le monde économique.

Nous voulons bien, que cette réponse soit juste, et nous croyons qu'en effet l'équilibre finirait par se rétablir, mais combien de temps cela durerait-il ? L'équilibre du vieux monde, troublé par l'invasion des barbares, lors de la chute de l'empire romain, a fini lui aussi par se rétablir. Mais il y a mis de huit à douze siècles. Si l'économie politique classique n'a pas d'autres consolations à nous offrir, on conçoit qu'elle rencontre des esprits désabusés et qu'il y ait besoin de la réapprendre, sinon de la refaire.

Répétons-le, nous ne disons pas que les *combines* soient sans reproche. Nous ne sommes pas même sûrs qu'ils soient la vraie solution. Mais, il n'y en a pas moins là, l'un des plus graves problèmes du temps et il faudra que ce problème soit résolu.

L'Interprète se plaint de ce que le gouvernement fédéral n'a pas compris le chemin de fer de Vaudreuil et Prescott, dans son projet de subvention, et il raille les journaux qui jetaient feu et flamme contre le gouvernement Mowat, pour avoir refusé de subventionner une section du même chemin de fer.

TÉLÉGRAMMES

L'opinion française, rendue au calme, se prepare à l'exposition

BOULANGER EN BAISSE

L'instruction du proces se poursuit avec vigueur

BOULANGER A LONDRES

SUICIDE DU FILS DE ROCHEFORT

LE TRAFIC DES MÉTAUX

Lord Londonderry annonce sa demission

KHARTOUM EST-IL REPRIS ?

LE NIHILISME DE PLUS EN PLUS MENAÇANT

NOUVELLES PRINCIÈRES

Les affaires en France

NEW-YORK, 29 — Le correspondant du *New-York Herald* lui télégraphie, que l'opinion publique semble éprouver un grand soulagement, depuis le départ du général Boulanger et l'ajournement de la chambre. Si le calme continue jusqu'aux élections prochaines, les affaires promettent d'être excellentes, et le triomphe de l'exposition est assuré.

Il résulte de ce nouvel esprit de la population parisienne, une grande diminution de la popularité du général Boulanger et une grande fatigue de la politique et des radicaux. Ces derniers en sont arrivés à ce point, de déraison que M. Camille Pelletan écrit dans la *Justice*, que la période de l'exposition serait exceptionnellement favorable pour permettre à la chambre de discuter les grands projets de réformes politiques et sociales, et en particulier, d'aborder enfin le commencement de la [illegible] ministère est décidé à ne se prêter à aucune de ces fantaisies, et à user au besoin du droit de prorogation.

L'instruction du procès Boulanger continue, et, quoique jusqu'à présent, on paraisse n'avoir trouvé contre le général aucune preuve décisive, il existe un revirement d'opinion assez sensible depuis que le public se rend compte de la gravité des faits commis. Ces faits peuvent ne pas constituer au point de vue légal, le crime d'attentat mais, ils n'en établissent pas moins l'existence d'une conjuration remontant déjà à plusieurs années.

On dit que M. Merlin, président de la commission d'instruction du Sénat, a signé 200 mandats de perquisition et 140 mandats d'amener. La vigueur avec laquelle les poursuites sont menées ne soulève aucune protestation et inspire plutôt le respect.

Le général Boulanger à Londres

LONDRES, 29.—Le général Boulanger a loué une maison à Portland Place.

Outre la connaissance qu'il a faite récemment de lord Randolph Churchill, il vient de se faire une seconde relation, dans le monde politique. Il a reçu la visite de Lord Alcester, l'auteur du bombardement d'Alexandrie qui a ruiné l'influence française en Egypte.

Suicide du fils de Rochefort

PARIS, 29—Le second fils de Henri Rochefort vient de se brûler la cervelle à Bone (Algérie).

On ignore les causes de ce suicide.

Les élections françaises

PARIS, 29—Le gouvernement français a fixé dit-on, la date des élections générales, pour le renouvellement de la chambre des députés, au 22 septembre prochain.

Les liquidateurs des métaux

PARIS, 29—Le rapport préliminaire des liquidateurs de la société des métaux, établit que le passif dépasse l'actif de $10,000,000.

La démission de lord Londonderry

LONDRES, 29—Dans un discours prononcé à l'académie de médecine de Dublin, le marquis de Londonderry a annoncé sa démission des fonctions de lord-lieutenant d'Irlande.

Il dément que cette démission ait eu pour cause un ressentiment politique avec M. Balfour, et il a dit que lors de son acceptation des fonctions de lord-lieutenant, il avait été convenu, qu'il ne s'engageait pas à les garder pour plus de trois ans.

Khartoum

LONDRES, 29—Le bureau de la guerre croit que les troupes du sheik El Senousi, ont repris Khartoum et que le le règne du Madhi touche à sa fin.

Le nihilisme à St. Petersbourg

LONDRES, 29—On télégraphie de St. Petersbourg, que la recrudescence du nihilisme, devient de plus en plus inquiétante.

Le tzar a trouvé sur sa propre table, des lettres de menaces, et des pamphlets révolutionnaires.

Le bruit court, qu'on a découvert des rapports entre divers fonctionnaires de la police et les conspirateurs.

Le chef de police, et plusieurs employés de haut rang ont été révoqués.

Mariage royal

ROME, 29—On annonce comme à peu près certain, le mariage du prince royal d'Italie, avec la princesse Clémentine, troisième fille du roi des Belges.

La santé du roi de Hollande

LA HAYE, 29—Le roi de Hollande doit partir pour les eaux le 2 mai, et les médecins espèrent que sa cure amènera une complète guérison.

On recommence à s'occuper du canal de Nicaragua, et il paraît que la compagnie des chemins de fer transcontinentaux, vient de s'emparer secrètement de l'affaire.

Il est hors de doute, que le canal de Nicaragua serait beaucoup plus facile à exécuter et beaucoup moins onéreux que le canal de Panama. M. de Lesseps a été complètement trompé par une bande de faiseurs, à la tête desquelles était le général Turr, et son erreur a causé d'énormes pertes au public français.

Une dépêche transmise par la presse associée dit, que le général Boulanger aurait emporté avec lui à Bruxelles, six caisses renfermant chacune, 500 livres d'or style bijoux précieux. Cela peut-être vrai, mais cela n'est pas vraisemblable. On a imaginé de notre temps, des moyens plus simples et moins compromettants, et une bonne lettre de change sur un bon banquier, vaut mieux, pour un homme poursuivi par la police, que de l'or en barre.

Mais la presse associée n'hésite jamais à se faire l'écho des bruits les plus absurdes, tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre. Ses reporters analysent des articles de polémique, sans nous en avertir et nous les transmettent comme autant de nouvelles. Discerner la vérité au milieu de ces exagérations contradictoire est un véritable travail pour le journaliste de bonne foi qui est tant soit peu au courant des affaires européennes.

La ville de Vancouver

La ville de Vancouver, terminus occidental du chemin de fer du Pacifique Canadien, est une ville qui grandit d'une manière prodigieuse, et qui est évidemment destinée à devenir une des villes les plus importantes de la Puissance, par suite de l'établissement [illegible] et [illegible] canadienne.

Voici les informations que l'on trouve dans le *Citizen* d'Ottawa au sujet de cette ville :

"En 1886, la ville ne consistait qu'en une seule rue sur le bord de l'eau, le mois suivant elle était incorporée. En juin de la même année elle fut complètement détruite par le feu, mais avec une hardiesse et une confiance sans pareille dans l'avenir de la place, les pionniers qui avaient fondé la ville, se mirent à l'œuvre, et peu après comme le phœnix, elle naquit de ces cendres. Le premier train du Pacifique arriva de l'est en mai 1887, et le premier steamer arriva de Hong Kong le mois suivant. Depuis le service quotidien du chemin de fer se fait régulièrement ; de même que les steamers partent régulièrement pour la Chine et en arrivent.

Vancouver est maintenant une ville bâtie régulièrement, avec de belles rues, de beaux magasins et de belles résidences. Dans la ville même, il y a une longueur totale de rues bien pavées de 40 milles, où quatre ans auparavant s'était la forêt primitive ; il y a 24 milles de trottoir. On est en train de bâtir un aqueduc, au coût de $250,000 et on a établi un admirable système de drainage. Les affaires du port vont toujours croissantes. Pendant les six mois finissant en décembre 1887, le tonnage des vaisseaux arrivés des ports étrangers, a été de 83,328 tonnes, pendant la même période en 1888, il a été de 134,459 tonnes. Pendant les six mois finissant en décembre 1887, le tonnage du commerce côtier était de 127,479 tonnes, pendant la même période en 1887 il a été de 161,520 tonnes. Dans les derniers six mois de 1887, vingt-deux vaisseaux sont arrivés et ont pris des cargaisons de bois pour différents ports ; pendant les mois de 1888, il en est arrivé trente-deux. On estime la dépense de chaque vaisseau pour approvisionnements et autres achats, salaires pour chargement, etc., $2,500, ce qui, à raison de 60 vaisseaux, qui est maintenant la moyenne par année, laisse dans la place une somme d'au moins $150,000.

Le tableau des marchandises importées payées [illegible] dans les derniers six mois de 1888 était de $155,424 sur lesquelles $44,822 de droits ont été payées ; tandis que dans la même période de 1887, les montants respectifs étaient $97,787 et $28,864,24.

Pour le même temps, les six derniers mois de 1887, la valeur des marchandises admises en franchises était de $47,935, même période, 1888, $61,841.

Les exportations pour les six mois, 1887, $294,844 : mêmes mois 1888, $326,218.

Droits reçus six mois, 1888, $23,074 ; même périodes 1997, $28,864.

Le nombre de voyageurs transportés en 1887, par le Pacifique et les steamers de la Chine a été de 608, en 1888 il s'est élevé à 639. En 1887 les importations par les steamers venus de la Chine et du Japon étaient de 10,747 tonnes, en 1888, 20,601 tonnes. L'item le plus considérable des importations est le thé, 20,505, 114 livres ; vient ensuite le riz, 9,444,139 livres.

Enfin, pour terminer, la valeur des propriétés imposables en 1888 s'élevait déjà à $9,750,000.

Ce n'est donc pas sans raison, que San Francisco voit d'un œil jaloux grandir la jeune ville de Vancouver, et le commerce du Canada avec la Chine et le Japon, s'établir d'une manière solide et régulière par une ligne de steamers subventionnés par le gouvernement fédéral, et probablement aussi par le gouvernement de la Grande Bretagne.

Ajoutons, que Vancouver renferme une population de huit à dix mille habitants.

Regles pour l'impression des debats de la chambre des communes.

Voici le texte des résolutions présentées avant hier, à la chambre des communes, par M. Desjardins, au nom de la commission du *Hansard* :

L'impression se fera tous les jours sur des feuilles de format suffisant (suivant qu'il en sera décidé) pour contenir les discours prononcés lors de la précédente séance de la chambre, et la publication s'en fera dans la langue dont se sera servi l'orateur ; et les dites feuilles seront livrées au bureau de la distribution pas plus tard qu'à 3 h. p. m., le lendemain de chaque telle séance, et la version française des dits débats sera publiée dans les trois jours juridiques qui suivront la remise de la dite version entre les mains de l'imprimeur.

S'il arrive que la chambre siège après minuit, les feuillets quotidiens des débats seront livrés aussitôt que possible après 3 h. p. m., le jour suivant.

Le caractère employé sera le petit texte, avec les citations en non-pareille.

Les formes resteront debout et trois jours seront alloués pour les corrections, après quoi la mise en page sera faite en format autorisé, et les feuilles seront remises par l'imprimeur au rapporteur.

Le rapporteur principal verra à ce que la copie quotidienne pour l'imprimeur soit fournie au fur et à mesure de la discussion en chambre, et la dite copie sera acceptée comme étant exacte par l'imprimeur pour les fins de la publication quotidienne ; et toute la copie pour la publication de chaque jour sera remise à l'imprimeur dans les deux heures qui suivront l'ajournement de la chambre—l'imprimeur devant donner au rapporteur principal un reçu de la dernière remise de la copie délivrée pour la publication de ce jour.

L'imprimeur recevra les épreuves corrigées des feuillets imprimés pour correction pas plus tard que quarante-huit heures, après la publication.

L'officier de la chambre dont le devoir est de reviser les Débats, corrigera l'épreuve de l'édition quotidienne et transportera les corrections faites par les députés, avant d'envoyer le tout à l'imprimeur pour en faire la correction.

Les épreuves signées pour l'édition à relier seront renvoyées par le rapporteur principal à l'imprimeur pour en faire l'impression, vingt-quatre heures le plus tard, après les avoir reçues.

L'imprimeur pourra procéder à l'impression en format règlementaire après avoir corrigé les formes debout pendant les trois jours alloués pour les corrections.

La traduction en français sera faite d'après la copie revisée préparée par le rapporteur principal.

Le principal traducteur renverra à l'imprimeur les épreuves en galées avec le bon à tirer vingt-quatre heures au plus après les avoir reçues.

Le rapporteur principal préparera la table des matières et l'index de la version anglaise et la remettra à l'imprimeur dans le mois qui suivra la prerogation du parlement.

Le principal traducteur verra à ce que la table des matières et l'index soient terminés dans le mois qui suivra l'achèvement de la traduction.

Tout député désirant avoir des exemplaires de discours prononcés par lui-même ou d'autres, pourra en avoir, broches ou non, suivant qu'il le désirera, en payant le coût réel non compris celui de la composition.

A TRAVERS LES JOURNAUX

*** Le *Courrier du Canada* et le *Canadien* jettent le cri d'alarme sur l'état des finances de la province de Québec.

Il résulte de l'aveu même du trésorier, que le budget prochain, tant ordinaire qu'extraordinaire, se soldera par un déficit de $925,352 ; outre cela, M. Mercier devra payer les $480,000 du règlement de l'affaire des Jésuites, et $273,000 pour l'intérêt des débentures des compagnies sans compter son déficit ordinaire d'environ $200,000.

Le *Courrier du Canada* croit que le gouvernement a décidé de parer au déficit en se servant des dépôts de garantie des compagnies de chemins de fer. Mais ces fonds, qui lui sont remis en *fidei-commis* pour pourvoir aux intérêts des obligations émises sur les marchés européens, devront être restitués ; et le gouvernement aura emprunté ainsi subrepticement, d'ici à un an, plus d'un million et demi ; de sorte que, dans deux ans au plus tard, il sera obligé de venir demander à la chambre un nouvel emprunt de deux ou trois millions.

Quand on pense que M. Mercier avait promis presqu'en première ligne dans son programme politique, la promesse de "restaurer l'ordre dans les finances ?"

Ce n'est pas l'ordre dans les finances, c'est le désordre dans le déficit.

*** On lit dans la *Minerve* à propos des attaques dont sir A. P. Caron a été l'objet.

Les correspondants du *Broad Arrow* et de nos gazettes anglaises, notamment le *Mail*, ont tous montré qu'ils étaient plutôt mûs par la francophobie que par le désir d'améliorer le service militaire. Il est temps, disaient-ils, que le ministre de la Milice soit un Anglais ! *Some British Canadian should now hold office*, écrivait "Lenchipin" dans le *Broad Arrow*. Sans l'avouer, M. Muloch s'est fait l'écho de ce sentiment mesquin, indigne d'un homme public, d'un véritable ami de son pays.

La MINERVE serait la dernière à couvrir un ministre qui n'aurait d'autre titre que celui d'être Canadien-français. Mais elle sera aussi la première à le défendre quand il est attaqué précisément à la cause de son origine.

CHEAPSIDE

Veuillez, s'il vous plait, venir profiter de notre vente à bon marché de

Nouveaux Dolmans
Nouveaux Pardessus
Nouveaux Gilets
Nouveaux Jersey
Cette Semaine

GANTS DE KID

La plupart des marchands prennent un profit aussi élevé sur les gants de Kid que sur les autres marchandises.

NOTRE GRAND SUCCES dans cette branche vient de ce que nous faisons une étude spéciale des gants. Nous les achetons en grande quantité des fabricants eux-mêmes, et nous les payons comptant.

Nous les marquons à un très petit profit, et nous en vendons vingt paires contre les autres marchands une. Conséquemment nous sommes plus que satisfaits.

DUPUIS & NOLIN

FAITES FAIRE VOS
PHOTOGRAPHIES
— EN —
COSTUMES ;-: D'HIVER

Scènes appropriées. Tout de première classe
AU STUDIO DE
PITTAWAY & JARVIS
117 RUE SPARKS
Téléphone 361

L'HOTEL - CUSHING

M. Arthur Cushing, bien connu en cette ville par la manière habile avec laquelle il dirigea l'ancienne maison "Cushing" sur la rue Nicholas, vient d'ouvrir sur la rue Sussex, un salon de première classe, où il tiendra toujours des BOISSONS DE PREMIER CLASSE — Toujours en mains des CIGARES de première marque.
CUSHING & CO.
No. 548 Rue Sussex.

COMPAGNIE D'ASSURANCE
— DU CANADA —
"CITIZENS"
FONDEE EN 1864

BUREAU PRINCIPAL : Edifice de la Compagnie d'Assurance "CITIZENS," 181 rue St. Jacques, Montréal.

DIRECTEURS :
Hon. J. J. C. Abbott, Sénateur, Président
Andrew Allan, Ecr., Vice-Président.
Robert Anderson, Ecr | Arthur Prévost, Ecr
Alp. Desjardins, M. P. | J. O. Gravel, Ecr.
H. Montagu Allan, Ect.
William Smith, sec-trés.
G. E. Hart, gérant général.

CAPITAL SOUSCRIT - $1 009,800.00
Dépôt au gouvernement fédéral 122,940 00
G. W. SEGUIN, EDWARDS KING
Sous agent. Agent de ville.
27 RUE SPARKS, OTTAWA.

CARTES PROFESSIONNELLES

M. J. GORMAN, LL.B.
(Successeur de L. A. Olivier)
Avocat Solliciteur, Notaire, Etc.
—BUREAU—
Caisse des Prêts Ridean et Queen
OTTAWA, ONT.
ARGENT A PRÊTER

BELCOURT & MACCRAKEN
Avocats, Procureurs, Notaires, Etc.
ONTARIO ET QUEBEC
Scottish Ontario Chambers, Ottawa, Ont.

O'GARA & REMON
AVOCATS SOLLICITEURS, NOTAIRES, Etc.
Bloc Hay, rue Sparks, Ottawa, Ont.
PRES DE L'HOTEL RUSSELL
MARTIN O'GARA, C. B. E. P. RENON

Walker, McLean & Blanchet.
AVOCATS
Avoués, Solliciteurs, Agents Parlementaires, Notaires, etc, etc.
No. 34½ Rue Elgin, Ottawa
(EN FACE DU RUSSELL)
W. H. Walker, D. L. McLean, C. A. Bangue.

GEO. McLAURIN, L.L.B.
AVOCAT, Etc.
Bureau: 19 rue Elgin, Ottawa

J. P. FISHER
Avocat, Solliciteur, Etc.
Agent pour la Cour Suprême, le Parlement les Départements Publics.
Scottish Ontario Chambers, Ottawa, O.

M. McLEOD, C.R., Avocat, Cours Fédérales et de Québec, 138 rue Wellington, Ottawa

TAYLOR McVEIGH
AVOCAT, SOLLICITEUR, ETC.
— BUREAU : —
Scottish Ontario Chambers, Ottawa.

STEWART, CHRYSLER & GODFREY
AVOCATS, SOLLICITEURS
Agents pour la Cour Suprême et le Parlement
Chambres Union, 14 rue Metcalfe, Ottawa, Ont.
McLEOD STEWART. F. H. CHRYSLER
J. J. GODFREY.

VALIN & CODE
Avocats, Solliciteurs, Etc.
BLOC EGAN, RUE SPARKS
vis-à-vis l'Hôtel Russell.

Bradley & Snow
AVOCATS, SOLLICITEURS POUR LA COUR SUPREME, NOTAIRES, ETC.
R. A. BRADLEY. A. T. SNOW.
Argent à prêter à 6 p. c. avec privilège de remboursement en aucun temps.

GUNDRY & POWELL
Avocats, Solliciteurs, Etc.
AGENTS POUR LA COUR SUPREME ET LES DEPARTEMENTS.
Bureau : 25 rue Sparks, en face de l'Hotel Russel
Arthur W. Gundry. F. C. Powell.

F. F. LEMIEUX
Avocat, Solliciteur, etc, Agent pour la Cour Suprême, le Parlement et les Départements publics.
Bureau : 74½ Rue Sparks, Ottawa.

DR FISSIAULT
DENTISTE
COIN des RUES RIDEAU et SUSSEX
OTTAWA
Heures de bureau : de 9 à 5 heures.

Mme LETCH, 435 rue Wellington
Agence pour la vente des corsets fits Star Yatisi et autres genres.
Linge de corps confectionné sur commande.

MLLE COLLINS A toujours en mains un assortiment complet d'articles de modes à très bas prix, 370 rue Wellington, Ottawa

ACHETEZ VOTRE PAIN, TARTES, PAIN DE VIENNE, à la Boulanger.e Union.
D. LEE, propriétaire.
216—RUE DALHOUSIE—216

JOHN KERRIGAN
PLOMBIER SANITAIRE
Spécialement recommandé pour le posage des appareils de chauffage.
No 106 Rue LYON, OTTAWA

J. STEWART
Arpenteur provincial et ingénieur civil, bureau audessus de la pharmacie MacCarthy, 284 rue WELLINGTON, Ottawa.

WALKER McLEAN & BLANCHET
AVOCATS
Solliciteurs, Procureurs, Agents Parlementaires, Notaires, Etc. Etc.
No. 34½ RUE ELGIN, OTTAWA.
(Devant le Russell).

E. A. LEPROHON
ARCHITECTE
BUREAU : VICTORIA CHAMBERS
2ème étage, chambre No 9.
Résidence, 204 rue Daly, Ottawa

LE PROFESSEUR GAGNON donne la santé au moyen d'un REMEDE SAUVAGE et d'une découverte importante pour la guérison de la Catharre. Tout le monde sait qu'il n'y a pas une seule maladie dans le monde sans qu'il y ait une racine ou une herbe pour la guérir. PROFESSEUR GAGNON 289 rue Dalhousie.

Hotel - Riendeau
Tenu sur le plan Européen et Américain.
64 RUE ST GABRIEL, MONTREAL
Cet hôtel offre au public voyageur tout le confort désirable. La table est toujours abondamment servie des premières de la saison, préparée par des cuisiniers français de premier ordre. Repas à toute heure.
On trouvera constamment à cet établissement de première classe, des vins, et liqueurs cigares de choix. JOSEPH RIENDEAU, Propriétaire